

OCDE: Austérité et libéralisme toujours au menu

Dans son rapport du 28 février, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) considère la Révision générale des politiques publiques (RGPP) comme «une avancée importante dans la modernisation de l'État en France», se félicite de ses suppressions de moyens et des effectifs publics et préconise une méthode similaire à imposer aux collectivités territoriales.

Visiblement l'OCDE n'a tiré aucune leçon de la crise et persiste dans ses analyses libérales et conservatrices.

Force Ouvrière rappelle que les réformes en cours (RGPP, loi HPST, réforme territoriale) entraînent déjà des fermetures de services dans les hôpitaux (11%), de maternités (6%), de commissariats (12%), de gendarmeries (21%), de tribunaux (38%), de bureaux de poste (35%), de classes (1 500 à la rentrée 2011), d'écoles, de bases militaires, de sous-préfectures, etc.

Cette véritable saignée de l'intervention publique conduit à la destruction de 500 000 emplois publics dans les trois versants de la Fonction Publique.

Force Ouvrière oppose son «Livre noir de la RGPP» à ce rapport de l'OCDE.

La seule réponse crédible à la question des finances publiques est d'arrêter de véritables pistes redistributives selon une réforme fiscale d'ampleur remettant l'impôt sur le revenu au cœur du dispositif, en supprimant les niches fiscales anti-sociales et négatives pour l'emploi et en s'intéressant aux besoins publics et aux recettes fiscales nécessaires pour y répondre.

Force Ouvrière réaffirme que les services publics doivent, plus que jamais, être renforcés pour combattre la pauvreté et les inégalités grandissantes et répondre aux besoins sociaux.

En un mot, mettre la République en tête des priorités.

Communiqué Force Ouvrière du mercredi 29 février 2012



<http://fovinatier.free.fr/>